

En direct du CCE

25 FEVRIER 2016

ERDF



Attention, compte-tenu de la manière dont cette séance s'est tenue et au vu des interventions et prises de position de la CGT, pas d'info directe sous sa forme habituelle.

Nous vous adressons en pièce jointe les 3 déclarations liminaires lues in extenso :

- La première de politique générale
- La seconde sur l'affaire « ENERGIE DIRECT »
- La troisième actant la rupture du dialogue social à ERDF

Sur cette dernière déclaration, nous prenons acte du décalage sans cesse croissant entre les politiques et engagements au plan national et la réalité au local d'une dégradation des relations sociales qui s'accélère.

Nous analysons l'évolution de la situation comme :

- Un problème d'autorité et de gouvernance entraînant un manque de cohérence dans les régions et laissant se développer des attitudes en écart avec les orientations définies par l'entreprise en toute impunité. Cela laisse libre court y compris à une nouvelle croisade contre la CGT à certains endroits.
- Aujourd'hui ce problème s'étend y compris à la sphère nationale où des métiers ont décidé de se passer de tout dialogue avec la CGT.
- Un retournement de situation dû au contexte externe et à des choix politiques non affichés ouvertement mais qui remettent en cause les orientations de l'entreprise initiées depuis 2010.

Après une période de travail concerté au plan national et de réelles avancées obtenues au plan social pour les salariés, dont les effets se font aujourd'hui sentir dans les unités et doivent être valorisés auprès du personnel, la CGT prend acte de ce renversement de tendance et en tire les conséquences.

Le retour à une situation « normale » et « apaisée » est souhaitable tant au national qu'au plan local, ces deux niveaux étant indissociables : il ne sera possible que si la Direction prend enfin des mesures concrètes pour apurer les dossiers et situations individuelles en souffrance. La CGT est disponible pour cela.

D'ici là, il est évident que nous allons connaître une période agitée...Ce qui ne changera pas grand-chose dans certaines régions où la situation est déjà de-



puis (trop) longtemps dégradée...

Il est donc essentiel d'opposer aux pressions de la Direction une cohérence sans faille de toutes nos organisations, tant dans les IRP que lors des négociations.

Le premier dossier impacté est la mise en place des CPA : pour le moment, la CGT estime ne pas être en mesure de pouvoir donner un avis tant les lacunes du dossier sont patentées.

Nous demandons par conséquent à nos organisations locales de refuser d'aborder ce dossier tant qu'il n'aura pas recueilli d'avis au niveau national.

A part ça, à retenir de la séance: la Délégation CFE-CGC a décidé de ne pas être présente à cette séance, préférant sans doute accorder des vacances à toute la délégation. Au moment où nous devons étudier des dossiers majeurs (CPA par exemple) dans un contexte difficile, cela illustre la considération réelle de cette organisation pour les salariés... Ils ont eu quand même le temps d'envoyer aux salariés leur compte-rendu dès le matin !! Après les tracts d'attaque contre la CGT, et la position du représentant CFE-CGC au Conseil de Surveillance d'ERDF le 24 février qui vote pour la proposition de l'entreprise de gains de productivité de 1,6% par an (sur votre dos ! Honteux!), le n'importe quoi continue....

